

Discours du Président du Parlement européen Antonio Tajani au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017

1. Ma vision du mandat de Président

J'ai été élu pour remplir une fonction précise: être le porte-parole du Parlement européen, et non son Premier ministre. Je présenterai au Conseil la position du Parlement, y compris l'opinion de ceux qui y sont en minorité.

Mon programme est le programme du Parlement. Il nous incombe de travailler efficacement pour adopter de bonnes lois dans l'intérêt de tous les citoyens.

Je m'engage à promouvoir sans relâche une collaboration loyale et constructive entre les institutions. Le Parlement fera partie de la solution et non du problème.

Ma priorité pour ce mandat est de contribuer à rapprocher l'Europe de ses citoyens.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes appelés à mener à bien notre mission, dans le respect des fonctions de chacun. Rejeter la faute sur d'autres institutions ou gouvernements lorsque les choses vont mal n'est pas une méthode valable pour trouver des solutions communes. Il nous faut du courage politique et une vision.

Le mécontentement diffus n'est pas tant dirigé contre le projet européen que contre sa capacité actuellement limitée à résoudre les problèmes qui se présentent. Il est indispensable, à cet égard, de placer les priorités des Européens – chômage, sécurité, immigration, protection de l'environnement – en tête de l'ordre du jour.

Il y a quelques semaines, le Parlement a approuvé l'accord avec le Canada et le mandat concernant la définition du nouveau système d'échange de quotas d'émission. Voilà la preuve tangible que l'Europe est centrée sur les résultats.

2. Points à l'ordre du jour du Conseil européen

Une Europe plus compétitive

Pour faire baisser le chômage, notamment chez les jeunes, nous avons besoin d'une Europe plus compétitive et plus attentive à l'économie réelle. Ici aussi, chacun doit jouer son rôle. Les institutions européennes doivent accélérer la finalisation du grand chantier qu'est le marché unique et les États membres, procéder aux réformes nécessaires pour renouer avec la croissance.

Le marché unique constitue le plus puissant moteur de prospérité pour nos citoyens. Toutefois, il n'a pas encore réalisé son plein potentiel.

Il faudra un effort supplémentaire et énergique pour mettre en place un véritable marché européen des services, des capitaux et de l'énergie. L'investissement dans l'efficacité énergétique pourra créer de nombreux emplois.

Quant à la libre circulation des marchandises, il existe encore des barrières.

Autre impératif: mettre en place au plus vite le marché unique numérique. Hors dimension européenne, les avantages pour les citoyens et consommateurs risquent en effet d'être limités. Seul un grand espace sans obstacles permettra le développement de jeunes pousses dans un monde en mutation rapide, selon des modèles d'entreprise innovants. Par ailleurs, il convient d'encourager la créativité européenne, y compris en instaurant une protection stricte de la propriété intellectuelle.

Le Parlement remplit sa mission: nous venons d'approuver l'élimination des frais d'itinérance en Europe et la stratégie numérique est en débat, tout comme le paquet "Énergie" et l'union des capitaux.

Nous sommes déterminés à accélérer les progrès dans ces domaines.

Quatre-vingt pour cent de l'innovation et des exportations dépendent de l'industrie, comme une grande partie des emplois, notamment dans le secteur des services. C'est pourquoi les politiques que nous menons doivent être axées en priorité sur le renforcement de la base industrielle européenne.

Nos entrepreneurs sont à l'avant-garde de l'excellence au niveau mondial. Partout dans le monde, l'Europe est synonyme de produits de qualité, ce qui se traduit par la création d'emplois. Nous avons donc tout intérêt à continuer de promouvoir avec conviction l'ouverture des marchés.

Aujourd'hui, l'Europe est plus que jamais appelée à maintenir le cap en direction d'une société ouverte et d'un libre-échange fondé sur le respect des règles.

L'accord récemment conclu avec le Canada est un bon exemple de partenariat économique et commercial qui crée des emplois et aide les PME européennes à exporter. Il associe l'élimination des barrières à la préservation de la qualité des produits européens et au maintien des normes sociales, sanitaires et en matière de sécurité.

Ces prochains mois, nous devons continuer notre travail dans cette perspective, notamment en collaboration avec le Japon, le Mexique, le Chili et le Mercosur.

La politique commerciale doit être menée intelligemment, consolider l'industrie et les services et combattre avec détermination toute forme de concurrence déloyale.

Le Parlement s'engage à finaliser dans les plus brefs délais les dossiers relatifs aux instruments de défense commerciale. Nous travaillons à la conclusion d'un accord politique avant le sommet avec la Chine.

Après nombre d'années difficiles, tous les États membres ont retrouvé le chemin de la croissance, avec toutefois d'importantes disparités.

Le chômage, notamment chez les jeunes, demeure élevé dans de nombreuses régions. La convergence économique reste insuffisante.

Dans certaines régions de l'Union, on assiste à un creusement des inégalités économiques et sociales. Si nous souhaitons une Europe plus compétitive, capable de garantir un modèle d'économie sociale de marché, y compris aux générations futures, il nous incombe de renforcer les instruments de gouvernance de notre économie.

Le Semestre européen doit être plus efficace, et plus démocratique. Le processus de réforme engagé apparaît encore insuffisant pour nous défaire des multiples entraves à la croissance: l'imposition élevée du travail et des entreprises, l'inefficacité de l'administration publique, l'inadéquation de la formation professionnelle par rapport à la demande, l'insuffisance des investissements dans des infrastructures de recherche.

Les États membres doivent par ailleurs prendre une part de responsabilité plus grande dans l'élaboration et la mise en application concrète des réformes nécessaires.

C'est dans cet esprit que le Parlement européen vient d'adopter trois rapports soulignant la nécessité d'une plus grande association des parlements nationaux à l'élaboration des politiques économiques. Je remercie la Commission pour ses efforts récemment déployés à cette fin.

Nous devons continuer à nous mobiliser pour drainer davantage d'investissements. Le Parlement soutient la révision à la hausse du plan d'investissement de la Commission et œuvrera pour son adoption.

Défense

Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes appelés à faire preuve d'un sens plus aigu de la responsabilité collective pour garantir la sécurité et la défense des Européens.

Le Parlement est favorable à la création d'une industrie et d'un marché européen de la défense pour tirer parti des économies d'échelle et promouvoir tant l'interopérabilité que la recherche commune. C'est à cette condition que l'action de la défense européenne sera plus efficace et que les ressources investies produiront tous leurs effets.

Il faut renforcer notre niveau de coordination si nous voulons travailler plus étroitement et profiter des synergies tout en évitant les doublons et les surcapacités.

Immigration

L'immigration est la préoccupation numéro un des Européens. Il faut mettre en œuvre ce qui a déjà été décidé. Les aspects externes de l'immigration ont été abordés à La Valette en attachant une attention particulière à la stabilisation de la Libye.

Le droit d'asile est une valeur fondatrice de l'Union à laquelle il n'est pas question de renoncer. Il en va de même avec la solidarité entre les États membres. Le Parlement s'attelle à rendre plus efficace le régime d'asile en réformant le règlement de Dublin.

Nous devons également être plus fermes en accueillant ceux qui peuvent réellement se prévaloir du droit d'asile mais aussi en luttant contre l'immigration illégale.

Nous ne pouvons confier aux trafiquants d'êtres humains ou aux terroristes la gestion des flux migratoires. Il faut une initiative politique européenne empreinte de détermination pour pouvoir renforcer les contrôles aux frontières et s'attaquer simultanément à la racine du problème.

Pour faciliter et accélérer les retours et réduire la pression migratoire, il nous faut une politique forte tant sur le plan diplomatique et parlementaire que sur le plan économique et culturel. L'Europe doit utiliser tous les instruments à sa disposition.

Nous devons définir une stratégie commune si nous voulons nous donner les moyens de gérer ce nouveau phénomène lié à la croissance démographique, aux changements climatiques, au terrorisme, à la guerre et à la pauvreté. Nous devons intensifier nos efforts envers les pays de la rive sud de la Méditerranée et les pays de l'Afrique subsaharienne, notamment du Sahel.

Il faut davantage d'investissements, notamment privés, et de transferts de savoir-faire dans les domaines de la sécurité, des infrastructures, des énergies propres, de l'industrie, de l'entrepreneuriat, de la formation et des capacités administratives.

La proposition de Fonds européen pour le développement durable en Afrique, présentée par la Commission, que le Parlement entend adopter avant l'été, est un pas dans la bonne direction. De même que l'initiative de la Commission visant à renforcer les missions de l'Union dans le cadre de la politique de sécurité et de défense, que le Parlement a déjà commencé à étudier.

De manière plus générale, il convient de revoir notre approche traditionnelle de la politique de développement dans le cadre de la révision de l'accord de Cotonou.

Le Parlement travaille sur l'harmonisation des documents de voyage pour le retour et sur l'initiative «Frontières intelligentes» pour enregistrer plus rapidement et avec une fiabilité accrue les passages aux frontières extérieures de l'espace Schengen.

Tous les dossiers sur ces sujets ont une priorité absolue. Je suis persuadé que la présidence maltaise travaillera d'arrache-pied pour mener à bien les négociations en cours.

Balkans occidentaux

L'Union européenne a, par le passé, constitué un modèle pour de nombreux pays. Elle doit continuer à jouer ce rôle pour tous les pays des Balkans occidentaux. Dans certains pays, des signes préoccupants portent toutefois à croire que la stabilité et le processus démocratique ne sont pas à l'abri de tout danger.

Dans cette région aussi, l'Europe doit jouer un rôle moteur, rester une référence incontournable et faire preuve de la plus grande unité.

Le Parlement européen plaide résolument pour une coopération politique et économique avec ces pays. Leur adhésion à l'Union reste notre objectif.

Bureau européen du Ministère public

Je me félicite du travail accompli en vue de la création d'un Bureau européen du Ministère public.

3. Avenir de l'Europe - anniversaire

Aujourd'hui plus que jamais, nous prenons conscience de l'importance de l'unité européenne. L'Europe doit se réformer et non être affaiblie. Toutes les institutions doivent redoubler d'efforts pour apporter les réponses que les citoyens attendent de nous.

Ce n'est possible qu'en travaillant main dans la main et qu'en essayant de comprendre les motivations de l'autre.

Le Parlement entend rester à l'écoute de l'intérêt général des peuples européens. Cette approche est souvent plus profitable à l'ensemble des États membres que ne l'est le plus petit dénominateur commun des intérêts nationaux.

La seule solution pour faire obstacle aux populismes, c'est de montrer, faits à l'appui, que nous travaillons de concert pour une Union des résultats.

Nous sommes à la veille des célébrations du sixantième anniversaire des traités de Rome. Cette cérémonie ne peut se circonscrire à un acte officiel visant à commémorer les soixante années de grâce de l'histoire de l'Europe libre.

Les réussites de l'Europe font rêver, dès que l'on parle de progrès, de prospérité, de liberté et de paix. Je ne pense pas que les Européens ont perdu cette envie de rêver. Il nous appartient aujourd'hui de changer l'image d'une Europe abstraite, peu efficace et bureaucratique. Nous devons réveiller les enthousiasmes et ce sentiment de faire partie d'un grand projet. C'est le plus beau des héritages que nous pouvons léguer aux générations futures.

Lors mes premiers entretiens avec plusieurs d'entre vous à Bruxelles, à Rome, à La Valette, à Madrid, à Berlin ou à Ljubljana, j'ai perçu la volonté d'aller dans ce sens.

Le débat sur l'avenir de l'Union qui s'est ouvert avec l'adoption des trois rapports du Parlement - Verhofstadt, Bresso / Brok et Berés / Böge -, et la présentation du livre blanc de la Commission doit permettre de prendre la mesure de cette volonté.

Vous pouvez compter sur moi et sur le Parlement.